

Régénérer la démocratie occidentale

Michel Cabirol

Résumé

La démocratie recule dans de nombreuses zones : arrivée de l'extrême-droite au pouvoir dans plusieurs pays, démocraties illibérales, violence croissante aux USA ou en Inde, rejet croissant du modèle occidental par de nombreux pays du Sud, ...

Il est donc urgent de réfléchir à notre modèle démocratique qui semblait triompher inexorablement dans les années 1990. Une analyse lucide des 35 dernières années doit être effectuée pour déterminer les fondamentaux de cette évolution négative avant de réfléchir à la société que nous voulons et à différents axes pour la faire advenir. Une réflexion particulière pourra ensuite être menée sur la France actuelle.

I- Un peu d'histoire

I-a La victoire de l'Occident 1985-2005

L'effondrement pacifique de l'URSS, grâce à Mikhaïl Gorbatchev conduisit l'Occident à penser que la fin de l'Histoire était arrivée et que la démocratie occidentale libérale avait gagné définitivement la partie.

Ceci a semblé vrai pendant 10/15 ans sous l'aile bienveillante de l'hyperpuissance américaine :

- L'URSS puis la Russie étaient neutralisées
- La Chine se développait harmonieusement et submergeait les consommateurs occidentaux de produits bon marché ce qui dispensait les entreprises occidentales d'augmenter les salaires
- La démocratie gagnait du terrain en Amérique du Sud, en Asie voire en Afrique
- L'Europe (et l'OTAN) s'élargissaient à l'Est
- Le parapluie défensif américain permettait à l'Europe de toucher les dividendes de la paix
- De nouvelles technologies, notamment Internet, promettaient une belle croissance et des lendemains radieux.

Malheureusement, la fête s'est achevée au début des années 2000 :

- Les lobbies financiers ont poussé à toujours moins de réglementation pour créer de nouveaux espaces de spéculation et ont exigé des rémunérations toujours plus élevées pour les actifs financiers
- Le complexe militaro-industriel américain avait besoin d'ennemis pour continuer à prospérer.

I-b La victoire gâchée

Le Cercle Condorcet a beaucoup travaillé sur la compréhension de la genèse de la **crise financière de 2008** liée à l'avidité des financiers et à la dérégulation continue des marchés financiers. Cette crise a conduit à l'assèchement des patrimoines publics, au manque d'investissement dans les projets à long terme notamment en matière d'écologie et, surtout, au creusement des inégalités à l'intérieur des pays entre les gagnants et les perdants de la mondialisation. Celle-ci a fait payer

un lourd fardeau aux classes moyennes et ouvrières des pays occidentaux en partie via une exploitation souvent sauvage de la main d'œuvre des pays émergents dont la Chine.

En parallèle, les **budgets militaires** avaient stagné voire régressé dans les années 1990 avant de doubler aux USA entre 2004 et 2012. La récente invasion de l'Ukraine par la Russie, la stratégie expansionniste de la Chine et les tensions au Moyen-Orient ont relancé la course aux armements depuis 3 ans (au lieu d'investir pour le bien global de l'humanité dans la transition écologique).

Sur le plan intellectuel, il est intéressant de noter que l'article de Fukuyama sur la fin de l'histoire venait juste de paraître qu'un ancien conseiller à la sécurité de la Maison Blanche faisait la promotion du Choc des Civilisations : pour lui, les futurs conflits ne viendront plus des conquêtes territoriales (comme jusqu'en 1945) ni des idéologies comme entre 1945 et 1990 mais du clash entre civilisations. En fait, peu importe la raison, le tout est de maintenir des tensions.

Cet environnement n'a pas permis de construire des sociétés harmonieuses et apaisées à l'intérieur ni des relations internationales fondées sur la confiance et le rapprochement des blocs (notamment l'Europe et la Russie).

I-c L'effondrement de la social-démocratie

Les sociaux-démocrates se sont convertis au libéralisme financier en espérant que la croissance des richesses produites permettrait de faire plus de social (J. Delors par exemple). Malheureusement, le ruissellement ne fonctionne pas : les premiers de cordées sont souvent peu partageurs.

En outre, on a assisté en France au divorce entre le PS (parti hégémonique des années 70 et 80) et les couches populaires théorisé par Terra Nova dans sa fameuse note de 2011 conseillant au candidat socialiste (alors DSK) de ne plus se préoccuper des couches populaires. La gauche a été longtemps dans le déni quant à leur évolution. Elle a délaissé le social lors de sa conversion au libéralisme pour le sociétal. Elle a oublié que l'analyse pertinente inclut la dimension sociale/économique mais aussi les valeurs et le sociétal (libéral universaliste vs conservateur qui rejette ces valeurs). Dans ce domaine, Boltanski a repris en les élargissant les travaux de Gramsci.

L'effondrement de la social-démocratie a été catastrophique car elle offrait une vision du monde voire une espérance. Partis de gauche et syndicats pouvaient agir comme des « banques de colère » pour les couches populaires selon le concept forgé par Sloterdijk. De plus, M. Gauchet faisait remarquer dès 2011 que les citoyens sont de plus en plus éduqués et informés tout en ayant de moins en moins l'impression de maîtriser leur vie. L'éruption des « Gilets jaunes » représente une manifestation concrète de ces malaises.

I-d La politique est devenue un champ de ruines

Les sociétés sont de plus en plus fragmentées en groupes qui ne peuvent plus communiquer entre eux (cf Le ghetto Français d'Eric Maurin, le sentiment d'insécurité ou l'attitude face à l'immigration, ...). Les riches n'ont plus aucune idée de comment vivent les couches populaires.

Des élections régulières sont de plus en plus contestées (USA, Brésil) et on assiste à l'arrivée au pouvoir de gens inexpérimentés souvent manipulés par des communicants (Président argentin, maire de Rome).

Ces évolutions sont favorisées par les nouvelles technologies et les réseaux sociaux qui mettent en avant ce qui repose sur le négatif, le violent ou le danger car cela accroît leur audience.

Dans ce contexte, on assiste à une perte de confiance dans les hommes politiques et les partis traditionnels. Ceux-ci sont devenus des machines sclérosées au service d'une oligarchie et déconnectées du réel.

Face à eux de nouvelles structures préfèrent les bons mots ou les slogans voire les contre-vérités au débat citoyen. Elles transforment un peuple de citoyens en une foule, jouet de ses émotions. Cette situation est très dangereuse car de nouveaux dirigeants pour se maintenir au pouvoir n'hésitent plus à bafouer les fondamentaux de la démocratie (séparation des pouvoirs, liberté d'expression, pluralisme des media, neutralité des fonctionnaires, ...). D'autres iront plus loin et n'hésiteront pas à déclencher des guerres civiles ou extérieures pour garder le pouvoir.

II- Que faire ?

Des analyses fines sont nécessaires mais, dans ce contexte délabré, il importe de discuter d'une vision du monde et de la société que nous voulons bâtir puis de réfléchir à sa mise en œuvre.

II-a Vision

Le développement des sociétés occidentales a été marqué par la volonté de croissance et de domination des autres sociétés et de la nature voire de leur exploitation éhontée. Cette stratégie a eu des effets positifs : allongement de l'espérance de vie en bonne santé, facilitation des tâches matérielles les plus ingrates, maîtrise des aléas de la vie ou naturels, meilleure qualité de vie d'une partie importante de la population mondiale. Toutefois, ce modèle a atteint ses limites.

Condorcet, dès 1792, proposait une autre vision peut-être mieux adaptée à la situation actuelle : « La vie humaine n'est point une lutte où des rivaux se disputent des prix ; c'est un voyage que des frères font en commun et où chacun, employant ses forces pour le bien de tous, en est récompensé par les douceurs d'une bienveillance réciproque, par la jouissance attachée au sentiment d'avoir mérité la reconnaissance ou l'estime. Une émulation qui aurait pour principe le désir d'être aimé, ou celui d'être considéré pour des qualités absolues et non pour sa supériorité sur autrui »

II-b Un cadre politique

L'actualité mondiale et Française sont de plus en plus violentes et le modèle passé craque de partout. La mondialisation heureuse a vécu (si tant est qu'elle ait jamais existé) et des réactions radicales émergent : religieuses, écologiques, identitaires voire impérialistes.

Il faut donc réfléchir à un nouveau cadre politique dépassant les simples institutions. En effet, un vote général une fois tous les cinq ans est insuffisant. La piste des institutions invisibles semble donc féconde.

La notion d'institutions invisibles a été développée par le Prix Nobel d'économie Kenneth Arrow au début des années 1970. Pour lui, elles agissent comme lubrifiant social. Elle a ensuite été utilisée dans le monde de l'entreprise. Récemment, Pierre Rosanvallon a retravaillé ce sujet pour comprendre comment elles pourraient renforcer notre démocratie voire la sauver. Ces institutions recouvrent 3 champs :

- **La légitimité**, qui est mise en cause quand il semble y avoir une limite à la légalité ou quand la légalité ne semble pas poursuivre le bien commun. Elle a une fonction importante de consolidation du pouvoir et lui permet de s'inscrire dans le temps long
- **La confiance** traduit la capacité à faire des hypothèses sur un comportement futur et elle permet de se projeter dans le temps. Elle contrebalance la défiance qui provient soit de l'éloignement sociologique soit de l'absence de cohérence entre comportement personnel et action publique. La confiance joue un rôle majeur dans le développement économique car elle permet la réduction de l'incertitude et elle est un « économiseur d'institutions » en minimisant les contrats nécessaires.
- **L'autorité** est ce qui rassemble autour de connaissances communes ou de langages communs et permet ainsi de viser plus une quasi-unanimité qu'une majorité arithmétique parfois limitée. Selon Hanna Arendt, elle traduit la capacité à se faire obéir sans coercition voire sans argumentation. Les universités lors de leur création vers le XIIIème siècle ont bénéficié d'un grand prestige intellectuel faisant autorité en instaurant un mode de production de la connaissance fondé sur la discussion critique.

Ces trois institutions se confortent l'une l'autre et permettent de produire de la temporalité, de la régulation et de la coopération. Toutefois, elles ne peuvent être ni fabriquées ni encadrées dans un certain nombre de règles car elles sont le pur produit de la qualité des relations dans un pays.

Cette présentation certes très elliptique montre la nécessité impérieuse pour les institutions françaises mais aussi européennes de les développer pour renforcer la démocratie en réduisant les inégalités ou les fractures sociales. Elles seront aussi très utiles pour résoudre les problèmes liés à la transition écologique ou au développement des technologies informationnelles comme l'intelligence artificielle ou des technologies du vivant.

II-c Politiques majeures

Quelques domaines majeurs doivent être analysés pour permettre l'avènement de la société désirée. Une étude approfondie par domaine montre la nécessité d'une approche innovante et créatrice pour faire des propositions vraiment pertinentes et efficaces.

Nous proposons quatre domaines de recherche qui sont clés :

- **La réduction des inégalités** : elle est indispensable. Sa mise en œuvre s'avère complexe : la taxation des « riches » proposée par le rapport Oxfam doit être maniée avec précaution mais elle est surtout insuffisante. De plus, le paradoxe d'Esterlin sur la croissance des revenus doit être gardé en tête. C'est plus le maintien de services publics de qualité sur tout le territoire ou la diminution des externalités négatives générées par les entreprises et la fin de la maximisation de leur profit qui permettront une véritable réduction des inégalités. Les politiques publiques doivent prendre en compte les inégalités potentielles : un plan jeunesse permettant à chaque jeune de se focaliser sur sa formation au sens large ou un système de retraite prenant en compte la pénibilité et la différence d'espérance de vie sont deux exemples d'une telle démarche.
- Le **logement** a été maltraité pendant les mandatures d'Emmanuel Macron. C'est pourtant un élément clé de la compétitivité d'une nation (loger à un coût modéré les citoyens près de leur lieu de travail). Le maquis des aides et des exonérations fiscales doit être nettoyé

mais une véritable politique du logement doit être reliée à la politique d'aménagement du territoire et à la nécessaire réindustrialisation de la France.

- **L'éducation** : le service public de l'éducation est en péril avec des enseignants qui ne reçoivent pas la formation adéquate, des moyens en baisse grignotés par le privé dans le secondaire mais aussi dans le supérieur. La rémunération des enseignants n'est pas à la hauteur. La liaison entre les établissements d'enseignement et les différents acteurs avec qui elle est en relation doit être améliorée.
- **Sentiment d'insécurité** : de nombreuses statistiques montrent que l'insécurité réelle n'augmente pas. En revanche, le sentiment d'insécurité attisé par certains media et certains partis politiques croît et entraîne des comportements racistes ou de recherche de l'entre soi. Une vraie politique sécuritaire est indispensable face à certains fléaux comme la drogue ou le trafic des être humains. Il sera aussi important de rapprocher la police des citoyens avec le rétablissement de la police de proximité mais aussi via de la pédagogie.

III- Conclusions

La démocratie dans nos pays occidentaux est malade notamment des excès du capitalisme financier et du néo-libéralisme.

Relancer la démocratie occidentale est impératif ne serait-ce que pour améliorer la vie des citoyens de ces pays. Mais c'est aussi indispensable pour faire face aux nouveaux problèmes comme le dérèglement climatique et la transition écologique ou bien aux risques liés aux réseaux sociaux et à l'intelligence artificielle (qui ne sont pas correctement appréhendés ou traités dans le système actuel). Ceci passera par la création de nouveaux paradigmes économiques, sociaux et politiques

Une démocratie occidentale régénérée sera aussi un atout dans nos relations avec les pays du Sud. Il ne s'agira plus d'imposer la démocratie au bout du fusil comme les USA ont voulu le faire en Irak ni de « reconquérir le monopole de l'Histoire ». Il s'agira de proposer des valeurs ou des principes comme la laïcité pour permettre aux citoyens des pays du Sud d'avoir une vie plus harmonieuse. Ceci pose la question de savoir jusqu'à quel point l'Occident peut vouloir diffuser ses valeurs (républicaines, des Lumières, des droits de l'Homme) en les considérant comme universelles mais aussi jusqu'à quel point l'Occident acceptera d'être remis en question par d'autres systèmes de valeur pour s'améliorer. Dans ce cadre, une Europe rénovée avec une vision claire de sa stratégie et de son avenir serait un atout fort.